

Chevènement prêt à trahir la laïcité pour mieux se soumettre à l'islam



On cherchait où placer Jean-Pierre Chevènement pour qu'il se fasse oublier.

De temps en temps, il réapparaissait sur les chaînes de télé pour, justement, qu'on ne l'oublie pas.

Alors, en haut lieu, on s'est dit : « *Pourquoi ne pas le caser à la présidence de la Fondation de l'islam en France ?* »

Cette structure, mort-née une première fois en 2005, et moribonde depuis sa renaissance, est donc confiée à l'ex-ministre de l'Intérieur. Cependant, et c'est l'avis des trois sénateurs chargés d'une mission sur l'organisation de l'islam, elle n'a pas joué le rôle qu'on attendait d'elle.

Il est vrai que l'on n'a pas entendu souvent son président

depuis son intronisation mais voilà qu'il se rappelle à nous en affirmant que la FIF est présente malgré l'opposition souterraine des fédérations musulmanes et des mosquées.

Jean-Pierre Chevènement dresse un bilan positif, malgré l'objet laïc qui l'empêche de répondre aux défis de la lutte contre la radicalisation !

Dès l'instant qu'il le dit pourquoi ne pas le croire.

La FIF dispose d'une enveloppe de 900.000 euros sur 3 ans (2017 à 2019) pour financer des projets et, selon lui, elle aurait déjà mobilisé environ 70% de cette subvention. Pour réaliser quoi ou dans quel objectif ?

Toujours selon lui : « *Combattre par la culture et par la connaissance l'idéologie salafiste primaire, frustrée, brutale, qui nourrit la violence djihadiste et faire émerger un islam cultivé.* »

Magnifique programme dont on attend toujours les résultats.

Soyez patients, nous dit Chevènement, nous soutenons la formation profane de futurs imams et aumôniers. Nous avons financé une centaine de bourses, sur les 450 demandes d'étudiants inscrits dans les 18 diplômes universitaires de fonction civile et civique qui existent désormais.

Nous avons signé une convention avec le CNRS, subventionnée à hauteur de plus de 200.000 euros, afin de soutenir la recherche en islamologie fondamentale, plus une cinquantaine de bourses octroyées à de futurs imams afin qu'ils améliorent leur pratique de la langue française.

(Puisque ces imams, venant de l'étranger, ne parlent pas (très bien) notre langue !).

Dans le but, mais vous l'aviez sans doute compris, « *que les prêches du vendredi soient faits en français, même si la prière, c'est normal n'est-ce pas, doit être faite en arabe,*

la langue du Coran »

Sans doute serait-il nécessaire également que Jean-Pierre Chevènement apprenne l'arabe de façon à pouvoir contrôler ce qui se dira en arabe et qui ne se dira pas en français !

D'ailleurs cela soulève déjà des oppositions du côté des islamistes qui n'acceptent pas que l'on associe la langue arabe à la radicalisation. Ils estiment que cela est totalement faux et inadmissible (*Un tweet de Mohamed Bajrafil, imam réformateur*).

Et moi qui croyais, naïvement, que les « radicalisations » se fabriquaient en arabe auprès des musulmans !

Après tout ce préambule nous constatons, sans être le moins du monde étonné, que la FIF n'a pas encore réalisé grand-chose...mais elle a de nombreux projets :

*Développer un « campus numérique », composé de vidéos, afin de faire connaître l'histoire et la pensée islamiques, mais aussi la laïcité et les valeurs de la République.

*Promouvoir un contre-discours théologique face « au succès » de plusieurs prédicateurs salafistes (*Tiens donc, il y aurait encore en France, malgré les interdictions et les fermetures de mosquées, des prédicateurs salafistes ? En dehors des prisons bien sûr ?*)

Avant même que ces projets voient le jour (on peut toujours espérer), les oppositions sont déjà présentes :

Hakim El Karaoui, essayiste, consultant et pourtant partisan d'un « islam de France » s'interroge sur l'impact de vos projets et doute fortement de votre réussite ?

Abdallah Zekri, délégué général du CCFM n'hésite pas à déclarer « *On ne peut pas laisser M. Chevènement s'occuper des problèmes religieux, ce n'est pas son rôle* »

Et tous refusent le projet qui vous tient le plus à cœur, M. le président de la FIF : *« Créer une faculté de théologie musulmane à l'université publique de Strasbourg, dans cette ville qui n'est pas soumise à la loi de 1905 sur la séparation des cultes et de l'Etat »*

L'idée paraissait pourtant originale mais soyons un peu sérieux, M. l'ex-ministre de l'Intérieur, pouvez-vous garantir que cette faculté enseignera un islam de paix et d'amour et ne sera pas un nouveau foyer de radicalisation et de formation de futurs terroristes ? Comment contrôlerez-vous les imams qui professeront en langue arabe ?

Vous avez 78 ans, M. Chevènement, souvenez-vous le 5 juillet 1962, vous aviez 23 ans.

En février 2002 vous avez témoigné, sur le magazine « Le point » : *« A l'époque sous-lieutenant en Algérie, j'ai vécu un drame affreux en mars 1962. Plusieurs de mes moghaznis (supplétifs musulmans) ainsi que le chef du village de Saint-Denis-du-Sig, ont été tués dans des conditions atroces par un commando du FLN. J'ai retrouvé Miloud, mon aide de camp, égorgé.*

J'ai appris que près de 20.000 personnes ont été torturées et égorgées dans le village Nègre (Quartier d'Otan).

Par la suite vous avez rectifié à environ 3000 morts et 800 disparus.

Vous êtes mieux placé que quiconque, puisque vous y avez assisté personnellement, pour témoigner de la sauvagerie, de la barbarie, de la cruauté, de ces djihadistes musulmans, que vous espérez réformer aujourd'hui.

Je suis persuadé que vous-même n'y croyez pas !

Manuel Gomez